



Meeting LDH Palestine Israël du 26 octobre 2023

« Pour un Cessez-le-feu immédiat »

Intervention de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT

Salle Olympe de Gouge - Paris

- Aux côtés de la Ligue des Droits de l'Homme, la CGT a mis toute son énergie pour rassembler le plus largement possible les forces de progrès en faveur d'un cessez-le-feu immédiat en Palestine et en Israël. Nous tenons à remercier la Ligue pour cet effort unitaire que l'urgence de la situation au Proche-Orient rend encore plus indispensable.
- Des milliers de civils Israéliens et Palestiniens sont morts ou blessés, 200 israéliens sont toujours en otage et près de 2 millions de gazaouis sont sous les bombes dans une situation humanitaire dramatique.
- Dans ce contexte, faire de la politique politicienne et exacerber les divisions comme le fait le gouvernement est honteux. La France est un des rares pays membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, elle a des responsabilités extrêmement importantes. Dès le 8 octobre, la CGT a appelé le gouvernement à exiger un cessez-le-feu immédiat. Près de 3 semaines après le début du conflit, c'est une honte que le président de la République et le gouvernement se refusent toujours à prononcer le mot cessez-le-feu ! C'est une honte que le président ne trouve rien de mieux que la surenchère incitant le gouvernement Netanyahu à l'escalade ! C'est une honte que notre gouvernement en vienne à interdire les rassemblements de soutien et de solidarité avec la Palestine et qu'il qualifie de terroristes les personnes qui se lèvent pour exiger la paix !
- La France doit mobiliser sans délais les ressources de sa diplomatie pour obtenir un cessez-le-feu immédiat et pour que l'anéantissement annoncé du nord de Gaza ne se produise pas. Elle doit s'engager résolument dans la recherche d'une solution politique et diplomatique sur la base des résolutions de l'ONU, seule à même de mettre fin à la terreur et à la guerre qui meurtrit cette région du monde depuis 1948. La France doit agir pour que l'aide humanitaire rejoigne sans délais la bande de Gaza et pour exiger la fin des blocages que Netanyahu



multiplie. C'est inacceptable qu'une fois encore, dans cette région du monde, le droit humanitaire le plus élémentaire se trouve bafoué.

- Le rassemblement de ce soir est aussi très important car nous savons que la richesse de la France est d'être métissée, et de compter la plus importante communauté juive et la plus importante communauté musulmane d'Europe. La position de la France au niveau international a donc aussi un impact sur le climat social en France. Le choix du gouvernement et notamment du ministre de l'Intérieur de limiter la liberté d'expression, d'interdire et de criminaliser les rassemblements de soutien à la Palestine, d'en appeler à la loi du Talion contre les Palestiniens, de stigmatiser des populations entières, libère un racisme et une islamophobie décomplexées. La CGT s'inquiète également de l'augmentation des actes et propos antisémites. Ce contexte de polarisation du débat public qu'attise à dessein le gouvernement, nous inquiète particulièrement car c'est le terreau sur lequel prospère l'extrême droite en France et dans le monde.
- Pour éviter ces mises en opposition délétères, il est fondamental de rappeler que les vies ont la même valeur, et que nous devons pleurer toutes les victimes.
- La CGT a condamné sans ambiguïté des actes terroristes perpétrés par le Hamas le 7 octobre dernier qui ont coûté la vie à 1400 civils, dont des centaines d'enfants. Mais condamner sans ambiguïté les attaques terroristes d'Israël, ce n'est pas mettre dos à dos les protagonistes.
- Le gouvernement israélien porte une lourde responsabilité dans la situation actuelle. Rappelons les inacceptables propos de Benyamin Netanyahu devant les parlementaires du Likoud en mars 2019, pour justifier son autorisation de transferts de fonds Qataris vers Gaza : « *Quiconque est opposé à un Etat palestinien devrait être favorable (à ces transferts)* ». Une « *stratégie* », comme le confesse alors le premier ministre israélien, qui vise à affaiblir l'autorité palestinienne en soutenant de facto le Hamas.
- Le problème, c'est la notion de « guerre au terrorisme » qui fait des ravages depuis la guerre en Irak. Par définition, on ne peut pas faire la guerre au terrorisme parce qu'il n'est pas le fait d'armées conventionnelles. Si la condition du cessez-le-feu, c'est l'extermination préalable du Hamas, alors, il faudra attendre jusqu'à ce que la Bande de Gaza se trouve rayée de la carte ! C'est d'ailleurs l'objectif assumé du gouvernement israélien ! La réponse aux attaques meurtrières du 7 octobre ne peut en aucun cas être celle de la punition collective du peuple palestinien et l'entrée annoncée de l'armée israélienne dans l'enclave de Gaza laisse présager le pire. Déjà plus de 7000 civils dont près de 3000 enfants ont payé de leur vie cette escalade de violence aveugle. On présente désormais comme inéluctable une catastrophe humanitaire majeure sur fond de déplacement d'un million et demi de personnes sur un territoire de 40 kilomètres de long ceint par un mur et des miradors atteignant 10 mètres de haut sur trois côtés et par la mer sur le quatrième. Les réserves d'eau et de nourriture ne permettent à cette

population de ne tenir désormais que quelques jours. L'accès aux soins et à l'électricité est presque impossible aujourd'hui.

- Ce meeting est une première étape qui doit avoir des suites. La France n'est pas n'importe quel pays. Son positionnement, à l'image de celui qu'elle a eu contre la guerre en Irak a un impact mondial. Notre mobilisation est donc déterminante. Aux côtés de nombreuses organisations du Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens, la CGT a appelé dimanche dernier, le 19 octobre, à un grand rassemblement Place de la République. Plus de 30 000 personnes y ont participé, dans un puissant moment pacifiste d'union et de solidarité, marqué par beaucoup de gravité, de respect et de dignité ! Il est urgent de retrouver le chemin de la paix avant qu'il ne soit trop tard.
- Le problème c'est qu'aujourd'hui, quand on entend le Secrétaire Général des Nations-Unies, on a l'impression d'entendre le pape : un message moral en faveur de la paix mais aucune effectivité. La multiplication des guerres et des conflits démontre que l'ONU n'a jamais été aussi faible. L'Ukraine, la Palestine et Israël...les conflits continueront à se multiplier si nous ne réussissons pas à restaurer des institutions multilatérales à même d'imposer des processus de paix et de faire respecter le droit international.
- Une des leçons de la période est que le droit d'Israël à assurer sa sécurité ne pourra être effectif que lorsque le droit des Palestiniens à disposer d'un État libre et souverain sera effectif également. Les deux nous sont intimement liés. La Palestine existe ! Israël existe ! les peuples palestiniens et israéliens doivent pouvoir co-exister dans la paix ! Cette paix passe par le respect des résolutions de l'ONU, la levée du blocus de Gaza et le démantèlement des colonies. C'est la bataille que mène la CGT avec ses partenaires syndicaux sur place et au plan international, et dans le cadre de la CES et de la CSI.
- Stop au carnage ! Vive la paix en Palestine et en Israël ! Ce n'est qu'un début, continuons le combat ... pour la paix !